



HAL
open science

Les pays baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie

Céline Bayou

► **To cite this version:**

Céline Bayou. Les pays baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie. Les Études du CERI, 2012, 191, pp.28-34.
hal-04566896

HAL Id: hal-04566896

<https://sciencespo.hal.science/hal-04566896>

Submitted on 2 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Deuxième partie

Les pays baltes

Estonie, Lettonie, Lituanie *par Céline Bayou*

Violamment frappées, à partir de 2008, à la fois par la crise financière mondiale et par des crises de surchauffe nationales, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont fait le choix résolu de l'austérité. Cumulant les records, ces pays ont enregistré à partir de 2008 des chutes de PIB vertigineuses, après avoir connu une croissance époustouflante sur une période longue et avant de renouer avec la croissance et de se positionner en tête des pays de l'Union européenne (UE) en la matière. Cela leur a valu notamment les félicitations du FMI, satisfait de voir un exemple réussi d'application à la lettre de ses recommandations. Mais la *success story* balte ne doit pas aveugler. D'une part, et de l'avis de tous, elle n'est pas vraiment exportable, même si certains ont pu y voir un modèle de sortie de crise. D'autre part, et surtout, elle cache mal quelques faiblesses et défauts de taille.

Des records dans la crise et dans la reprise

Forts de leur réputation de « Tigres baltes » acquise au début des années 2000, alors qu'ils affichaient des taux de croissance du PIB parfois à deux chiffres, une consommation des ménages soutenue et une hausse des salaires réels inespérée qui encourageait la consommation, les trois pays ont suscité l'envie de certains autres Etats en transition, empêtrés dans des réformes nettement plus chaotiques, avant de se heurter violemment à la crise. Quelques Cassandres – dont la Banque mondiale, le FMI ou l'Union européenne – les avaient pourtant prévenus du risque de surchauffe. En vain, puisque les autorités de ces pays avaient alors jugé que chaque point de croissance gagné était une priorité pour, notamment, s'approcher du niveau moyen de développement au sein de l'UE. Le choix de laisser filer le crédit, les salaires et la consommation était donc assumé. Ainsi, les autorités – estoniennes et lettones en particulier – ne furent pas étonnées lorsqu'éclata la crise du crédit et, avec elle, la bulle immobilière.

Elles n'avaient en revanche pas prévu l'arrivée simultanée de la crise financière internationale. Le tarissement brutal de la demande extérieure a alors contribué à sonner le glas de la croissance pour ces petites économies ouvertes, faisant chuter leurs exportations de 20 à 27 % en 2009. L'atterrissage a été brutal, donnant une nouvelle fois aux Etats baltes l'occasion de collectionner les records, même si, en l'occurrence, ils auraient préféré ne pas réaliser cette performance : la chute du PIB en 2009 a atteint 17,7 % en Lettonie, 14,8 % en Lituanie et 14,3 % en Estonie, plaçant ces trois pays en tête du palmarès de la décroissance en Europe cette année-là. La consommation des ménages s'en est évidemment ressentie, se contractant de 16 à 23 %. Simultanément, le taux de chômage a explosé, atteignant 13,3 % en Estonie (contre seulement 4,6 % l'année précédente), 13,7 % en Lituanie (contre 5,8 %) et 17,1 % en Lettonie (contre 7,5 %).

Mais ces pays ont fait montre alors d'une impressionnante capacité d'adaptation et d'une abnégation qui en a surpris plus d'un. Refusant toute alternative, les autorités estoniennes, lettones et lituaniennes ont résolument opté pour des politiques d'austérité, prenant le risque du chaos social et de la sanction électorale. Elles ont donc repoussé l'idée qu'une grande similitude de leurs crises avec celles subies par l'Argentine, l'Indonésie ou la Thaïlande à la fin des années 1990 appelait une recette identique, à savoir la dévaluation de leurs monnaies. Les mesures d'austérité ont consisté en coupes budgétaires, ajustement fiscal et réformes structurelles, qui se sont immédiatement traduites par des baisses des salaires réels (ils ont chuté de 4,9 % en Estonie en 2009 et de 1,8 % en 2010, de 5,6 % en Lettonie en 2009 et 6,5 % en 2010, de 7,2 % en Lituanie en 2009 et de 4,3 % en 2010), des retraites, des prestations sociales et par la réduction du périmètre des services publics (fermetures d'hôpitaux et d'écoles, notamment). Malgré la difficulté, le pari semble gagné si l'on en croit les principaux indicateurs puisque, une fois de plus, les Etats baltes peuvent se targuer d'avoir atteint des records, en termes de rapidité et d'ampleur, en ce

qui concerne le retour à la croissance cette fois : dès 2010 en effet, l'Estonie a connu une augmentation du PIB de 2,2 %, confirmée en 2011 avec 7,6 %. La Lituanie a également renoué avec la croissance dès 2010 (1,4 %), mouvement confirmé en 2011 (5,9 %). La Lettonie enfin, la plus touchée des trois par la crise, a dû attendre 2011 pour connaître une hausse de son PIB (5,4 %). En 2011, les trois Baltes ont ainsi fait partie des pays qui ont enregistré les taux de croissance les plus élevés des vingt-sept Etats membres de l'UE. En 2012, ces évolutions ont connu une inflexion liée à la crise européenne, mais les Etats baltes parviennent néanmoins à afficher des taux de croissance du PIB tout à fait enviables (de l'ordre de 2 % en Estonie, 3 % en Lituanie et un peu moins de 3 % en Lettonie). En matière de finances publiques, leurs efforts ont donné des résultats inégaux mais remarquables, l'Estonie se distinguant nettement avec une dette publique de 6 % du PIB seulement en 2011, contre 38,5% et 42,6 % en Lituanie et en Lettonie mais, surtout, contre 87,2 % en moyenne dans la zone euro.

Alors que d'Athènes à Madrid les manifestants occupaient le pavé, dans les capitales baltes ces politiques drastiques n'ont, du moins jusqu'à la fin de 2011, provoqué que quelques rassemblements timides, tandis que les échéances électorales permettaient aux gouvernements, reconduits, d'affirmer une légitimité que beaucoup leur enviaient. On peut, là encore, y voir une sorte de record dans une Europe ébranlée par les hésitations.

Une reprise tirée à la fois par les exportations et la consommation intérieure

La reprise s'est appuyée en partie sur celle des exportations, en partie sur celle de la consommation. Sous l'effet de la crise, les principaux partenaires commerciaux des Etats baltes avaient considérablement réduit leurs demandes d'importations en 2009. Ainsi les exportations lituaniennes ont-elles chuté de 26,6 %, celles de l'Estonie de 23,3 % et celles de la Lettonie de 19,6 %, cette contraction étant intervenue après une période de croissance régulière des ventes (allant de 4,7 à 28,5 % selon les pays) en 2007 et 2008. Mais la reprise ne s'est pas fait attendre puisque, dès 2010, l'Estonie a augmenté ses exportations de 34 %, la Lituanie de 32,7 % et la Lettonie de 29,7 %. Ce redémarrage a été confirmé en 2011 (37,8 % en Estonie, 28,9 % en Lituanie et 26,2 % en Lettonie). L'année 2012 est plus modeste (entre 7 et 11 % de hausse des exportations), ce ralentissement étant lié à la détérioration de la conjoncture dans la zone euro. Au premier semestre de 2012, la Lettonie a toutefois été l'un des pays de l'UE qui a connu la plus forte hausse de ses exportations (14 % par rapport à la même période de l'année précédente), juste après la Grèce. La Lituanie, elle, enregistre une performance moindre, mais on constate que ses ventes aux pays de l'Union européenne sont restées assez dynamiques au début de l'année, alors que le pays a été plutôt affecté par la baisse de la demande en provenance de la Russie, son premier partenaire commercial (il absorbe près de 19 % de ses ventes et fournit plus de 31 % de ses achats). L'Estonie pour sa part, très liée aux économies scandinaves, a subi en 2012 les contrecoups de la crise qui ébranle ses principaux partenaires commerciaux, la Finlande et la Suède, dont la baisse de la demande a touché son secteur électronique. Toutefois, force est de constater que la crise a eu, entre autres effets, celui d'accroître la capacité des entreprises baltes à se positionner sur les marchés extérieurs : en Estonie par exemple, on estimait à la fin de 2012 qu'une entreprises sur huit était exportatrice, performance d'autant plus intéressante qu'on constate que ces nouvelles sociétés attirées par les marchés extérieurs sont souvent en région, et non à Tallinn. En Lettonie, les entreprises ont réussi au cours des deux dernières années à améliorer leur compétitivité et, partant, leurs parts de marché auprès de leurs clients, tout en élargissant leur gamme de produits exportés : la part relative des produits du bois, par exemple, a baissé au profit des produits métalliques et des machines et équipements, tandis que les industries de l'agroalimentaire sont parvenues à augmenter progressivement leurs ventes sur le marché russe. La capacité exportatrice des entreprises locales a une incidence positive sur la reprise de l'activité industrielle : ainsi, en Lettonie, les experts tablaient, au premier semestre de 2012, sur une croissance annuelle de la production industrielle de 8,1 %. Mais conscients

de ce que la demande extérieure devrait se dégrader dans les années à venir, les industriels lettons restent prudents, refusant de procéder à des embauches massives et, surtout, à des hausses de salaires comme ils avaient pu le faire au début des années 2000. Pour le moment, ils ont concentré leurs dépenses sur des investissements en vue d'optimiser les modes de production, d'accroître les capacités de production, d'élargir leurs gammes de produits et, surtout, se sont attachés à devenir plus souples, afin de s'adapter aux fluctuations de la demande.

La balance commerciale des trois pays ne se trouve pas améliorée par ces performances puisque, sous l'effet de la reprise de la demande intérieure, les importations ont également repris à partir de 2010 : en 2011, elles ont augmenté de 36 % en Estonie, de 31 % en Lettonie et de 28,1 % en Lituanie. Cette hausse s'est tassée en 2012, mais demeure supérieure ou égale à celle des exportations et devrait se poursuivre au moins durant les deux années qui viennent. Il en découle une dégradation du solde commercial, porté, en 2012, à -2,7 milliards d'euros en Lettonie, -1,7 milliard en Lituanie et -850 millions en Estonie.

L'autre moteur de la croissance en 2012 a donc été la relative reprise de la demande intérieure. Elle vient opportunément relayer le tassement de la reprise de la demande extérieure et s'explique en partie par les améliorations apportées au marché du travail. Le retour de la confiance des agents économiques se traduit par la hausse de la consommation des ménages qui, amorcée en 2011 (entre 4 et 6 %), s'est confirmée en 2012 (2,8 % en Estonie, 3,5 % en Lettonie et 4 % en Lituanie). Ces taux n'ont rien à voir avec ceux affichés jusqu'en 2007, lorsque les populations, prises d'une frénésie de consommation, avaient été encouragées par des crédits (contractés généralement en euros) trop facilement accordés, alors que les pouvoirs publics avaient décidé sciemment de ne pas intervenir pour encadrer ce mouvement. Nettement plus raisonnable que durant la période antérieure à la crise, la hausse des salaires est de nouveau d'actualité et devrait se poursuivre pendant au moins deux ans. Le retour de la confiance se traduit aussi, depuis 2011, par la hausse de la formation brute de capital fixe (27,9 % en Lettonie, 26,8 % en Estonie et 17 % en Lituanie), confirmée au premier semestre de 2012, notamment grâce à la reprise de l'investissement public dans les secteurs de la construction et de la rénovation de bâtiments, routes et autres infrastructures de transports. En Estonie, ces investissements devraient se maintenir en 2012 et 2013 conformément aux engagements du gouvernement qui a promis d'investir les revenus issus de la vente de ses droits d'émissions de CO₂ en 2011. La situation est similaire en Lettonie, mais surtout parce que les fonds européens pour la période 2007-2013 n'ont pas encore été dépensés. En outre, le prix des biens immobiliers a atteint son plus bas niveau en 2011 et a commencé depuis à remonter, preuve que ce marché redémarre, lui aussi. Dans ce contexte, la hausse des prix à la consommation est notable (entre 2,4 et 3,8 %) et le retour des déficits courants (de 4 à 5 % du PIB envisagés par le WIIW jusqu'en 2014) est d'actualité.

Moins fréquemment mise en avant, l'aide européenne n'est pas étrangère à la reprise balte. Les trois pays avaient négocié des enveloppes conséquentes sur le budget européen 2007-2013 et il est vraisemblable que ces fonds ont efficacement épaulé les politiques de réduction des dépenses et de réformes structurelles. La Lettonie a quant à elle bénéficié du prêt de 1,2 milliard d'euros consenti par le FMI (7,5 milliards en ajoutant les contributions de l'UE et de certains pays nordiques) dont elle a remboursé, en avance, 211 millions d'euros en septembre 2012.

Envers et contre tout, les pays restent confiants dans l'euro

Si l'option de la dévaluation externe a d'emblée été écartée par ces pays, c'est que le lien établi entre leurs monnaies et l'euro le leur interdisait, à moins de passer outre les conséquences très négatives d'une telle action eu égard au remboursement de leurs importantes dettes privées. Leur ancrage à la monnaie européenne avait d'ailleurs eu pour vertu – et elle n'est pas des moindres dans le contexte actuel de crise de la dette en Europe – de les placer sur une trajectoire « vertueuse » en matière de politique des

finances publiques. Cette orthodoxie, incarnée en particulier par l'Estonie, leur a permis d'afficher des déficits et des niveaux de dette particulièrement modérés (en 2012, la dette publique de l'Estonie devrait se fixer à 10 % du PIB, celle de la Lituanie à 40,5 % et celle de la Lettonie à 43,5 %, bien en deçà des 60 % prônés par Maastricht). En la matière, ils s'imposent, là encore, comme des cas d'école.

Dans le marasme qui atteint depuis quelques mois les pays européens, les Etats baltes apparaissent presque comme des extraterrestres, répétant à l'envie que l'euro est la monnaie de l'avenir. Même le Premier ministre lituanien – Vilnius étant pourtant le plus en retrait des trois gouvernements sur cette question – a récemment déclaré que la monnaie européenne n'était pas la cause, mais la solution de la crise. Si les trois pays avaient pour vocation d'adhérer à la zone euro, conformément aux engagements pris lors de leur entrée dans l'UE en 2004, ils n'ont pas franchi les mêmes étapes : l'Estonie a adopté la monnaie unique en janvier 2011 et s'en félicite depuis, rappelant qu'elle effectue 70 % de ses échanges extérieurs avec des pays de la zone et qu'une part importante des investissements directs étrangers qu'elle reçoit provient de Finlande. Il convient de noter également que la quasi-totalité des emprunts contractés par les ménages le sont en euros, de même que presque la moitié des dépôts des résidents. Il en va de même, à peu de choses près, en Lettonie, qui affiche une volonté politique très forte d'adopter l'euro en janvier 2014. Cet objectif paraît de plus en plus accessible et le pays pourrait bien respecter les critères de Maastricht d'ici la fin de 2012. C'est dans ce but, d'ailleurs, qu'au printemps 2012, les autorités ont décidé de réduire le taux de TVA (passé de 22 à 21 % en juillet), afin de contenir une inflation jugée inquiétante. En matière de déficit public, Riga a vu ses efforts payer, puisque le solde des administrations publiques devrait être ramené à -2,6 % du PIB en 2012 (contre -3,3 % en Lituanie et -2,5 % en Estonie). Si les exportateurs lettons se réjouissent de ces performances qui les rapprochent de l'échéance de janvier 2014, la population dans son ensemble semble plus dubitative : un sondage réalisé par *Latvijas Fakti* durant l'été 2012 a en effet montré que 59 % des personnes interrogées se déclaraient hostiles à l'adoption de l'euro, contre 35 % qui s'y disaient favorables. La classe politique n'hésite pas, arguant du fait qu'au-delà des aspects économiques, la question relève de la sécurité du pays : la Lettonie sait vers quelle partie du monde elle doit se tourner.

L'adhésion des populations faiblit, tandis que les responsables réclament plus d'intégration et d'austérité dans l'UE

Si les années 2008-2011 ont été marquées par l'adhésion sans faille des populations baltes aux décisions de leurs autorités, les gouvernements estonien, letton et lituanien ne vont peut-être plus pouvoir compter sur ce soutien populaire indéfectible. A plusieurs reprises, le verdict des urnes avait montré que, bien que supportant totalement le coût des réformes d'austérité, les populations faisaient corps avec leurs gouvernants, leur adressant des satisfecit qui rimaient avec autorisation à poursuivre sur cette voie. L'absence de manifestations de masse avait confirmé cette posture. Les explications proposées à cette « résignation » de populations prêtes à accepter licenciements, baisses des salaires et des retraites, coupes des prestations sociales et hausse de la pression fiscale ont été diverses, allant d'un rejet de principe face à tout ce qui peut rappeler les principes du socialisme, à une philosophie du sacrifice héritée d'une histoire particulièrement sanglante, en passant par l'idée que mieux vaut se serrer la ceinture fortement mais brièvement, ou par celle évoquant un retour à la normale grâce à ces réformes, après des années de hausse inconsidérée des salaires et prestations sociales...

Or le sacrifice consenti par les populations n'avait de raison d'être que provisoire et le stoïcisme s'accompagnait évidemment d'attentes. La reprise actuelle suscite des impatiences inquiètes. Maintenant que la reprise est amorcée, des voix se font entendre, réclamant un partage des gains de la croissance – aussi modestes soient-ils – ou, du moins, une levée de la pression, alors que la situation sur le marché du travail est loin d'être satisfaisante. Ces pays enregistrent en effet désormais des taux de chômage élevés. En août 2012, selon Eurostat, la Lettonie a eu le triste privilège de se classer en troisième position dans

L'Union européenne, *ex aequo* avec le Portugal et derrière l'Espagne et la Grèce, avec un taux de 15,9 %. Au même moment, la Lituanie enregistrait un taux de 12,9 % et l'Estonie de 10,1 % (la moyenne de l'UE-27 se situait alors à 10,5 %). Compte tenu de l'ampleur de l'émigration depuis quelques années, combinée à une natalité en berne, la situation sur le marché du travail, caractérisée par une non-concordance entre offre et demande de travail, a peu de chances de s'améliorer à court comme à long terme. Si ces pays ont paru un moment tentés par la *flexsécurité* à la nordique, fondée sur la combinaison d'une législation protectrice de l'emploi avec un appareil de dérogations et de contournements qui offrait aux employeurs une flexibilité informelle, la crise les a convaincus de choisir plus résolument une flexibilité assumée, devant l'urgence de la situation d'abord, mais sans doute de manière pérenne désormais. En mars 2012, l'Estonie a connu sa plus grande grève depuis 1991 (enseignants et ouvriers réclamant de meilleurs salaires et protestant contre les risques de mise en cause des conventions collectives) et une grève massive des personnels de la santé a paralysé les services hospitaliers à l'automne. On peut y voir un signe de l'émergence de revendications plus larges et organisées de la part des populations. En octobre 2012, les élections législatives en Lituanie ont d'ailleurs été l'occasion d'une percée des populistes et des sociaux-démocrates, le gouvernement sortant enregistrant une contre-performance notable. Mais les critiques émanent également de l'extérieur. Ainsi le Nobel d'économie Paul Krugman n'a-t-il pas hésité à mettre en cause le modèle balte de sortie de crise. Il est courant désormais de critiquer le manque de transparence des Etats baltes et leur retard de compétitivité. En septembre 2012, l'OCDE a notamment mis l'Estonie en garde contre les risques de l'alternance entre périodes de croissance et de récession, et lui a recommandé de superviser plus efficacement les marchés financiers tout en créant des plafonds de dépenses publiques. Surtout, elle a pointé la nécessité, maintenant, de se préoccuper de ceux qui ont été le plus durement touchés par la crise, insistant sur la protection sociale, le marché du travail et l'éducation. L'Estonie est en effet le pays de l'OCDE qui a consacré la plus faible somme à l'assurance chômage, comparée au salaire moyen, et elle ne dédie que 6,7 % de son PIB à la santé (contre 9,6 % en moyenne dans l'UE-27).

Toutefois, loin de se sentir mis en cause et forts des succès de cette transition économique qui leur a valu les louanges du FMI, pour ne citer que lui, certains responsables baltes souhaitent désormais faire partager leur vision de l'Europe. Si la Lituanie se détache du groupe par sa discrétion (sa présidente a préféré lancer un appel à ses concitoyens, à la fin de 2012, leur promettant une vie meilleure... dans quelques temps et les invitant pour ce faire à payer leurs impôts, à lutter contre le marché noir et à travailler mieux), la Lettonie, et surtout l'Estonie, semblent plus sûres d'elles. A la fin de 2011, le Premier ministre estonien, Andrus Ansip, déclarait ainsi à ses homologues de l'UE que la crise de la dette ne pourrait être résorbée qu'en accompagnant les efforts réalisés par l'approfondissement de l'intégration économique des 27. Et, facilement donneuse de leçons, l'Estonie affirmait par sa voix qu'elle au moins avait profité des années de forte croissance pour engranger des réserves, réduire les dépenses publiques et mener des réformes structurelles, notamment sur le marché du travail : selon Ansip, ce seraient les négligences passées de certains pays plus au sud qui expliqueraient la crise actuelle. De là à exprimer des réticences à aider la Grèce, il n'y a qu'un pas allègrement franchi par certains responsables politiques baltes et une part grandissante des populations qui n'hésitent pas à prôner l'attitude de la fourmi prévoyante face à la cigale repentante. Le ministre estonien des Finances, Jürgen Ligi, s'est pour sa part clairement positionné en affirmant que le salaire minimum en Grèce restait deux fois supérieur à son équivalent estonien. En août 2012, l'Estonie a néanmoins ratifié le Mécanisme européen de stabilité (MES) destiné à soutenir les pays membres en difficulté de la zone euro. Faisant fi des affaires de corruption qui éclaboussent depuis 2012 la quasi-totalité des partis politiques estoniens, ce pays n'entend pas supporter la critique sans répondre, et le président Toomas Hendrik Ilves en personne n'a pas hésité, en juin 2012, à fustiger par *tweet* interposé l'arrogance d'un Paul Krugman osant mettre en cause le récit de la *success story* estonienne.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Estonie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	3,6	-14,3	2,2	7,6	2,1
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	69	63	64	70	71
Consommation des ménages	-6,4	-16,1	-1,7	4,4	2,8
Formation brute de capital fixe	-15,1	-37,8	-9,1	26,8	10
Prix à la consommation	10,6	0,2	2,7	5,1	3,8
Solde des administratifs publics (% du PIB)	-2,9	-2,0	0,3	1,0	-2,5
Dette publique (% du PIB)	4,5	7,2	6,7	6,0	10
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	4,6	13,3	10,1	7,3	-
Exportations de marchandises	5,0	-23,3	34,0	37,8	7
Importations de marchandises	-1,0	-33,3	27,0	36,0	13
Balance commerciale (millions d'euros)	-2122	-558	-251	-182	-850
Balance courante (% du PIB)	-9,7	3,7	3,6	3,2	-4,7
Dette extérieure brute (% du PIB)	116,7	124,3	114,7	97,1	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Lettonie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	-3,3	-17,7	-0,3	5,4	2,7
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	56	51	51	58	59
Consommation des ménages	-5,8	-22,8	0,7	4,6	3,5
Formation brute de capital fixe	-13,7	-37,4	-18,1	27,9	15
Prix à la consommation	15,2	3,3	-1,2	4,2	2,4
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-4,2	-9,7	-8,1	-3,5	-2,6
Dette publique (% du PIB)	19,8	36,7	44,7	42,6	43,5
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,5	17,1	18,7	15,4	15,5
Exportations de marchandises	8,5	-19,6	29,7	26,2	10
Importations de marchandises	-4,3	-38,0	23,0	31,0	15
Balance commerciale (millions d'euros)	-4072	-1322	-1271	-1988	-2700
Balance courante (% du PIB)	-13,2	8,6	3,0	-1,2	-2,4
Dette extérieure brute (% du PIB)	130,0	157,1	166,8	146,7	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Lituanie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB	2,9	-14,8	1,4	5,9	3
PIB par tête (% de la moyenne UE-27, PPA)	62	54	57	64	65
Consommation des ménages	4,2	-17,4	-5,0	6,1	4
Formation brute de capital fixe	-5,2	-39,5	1,0	17,0	7
Prix à la consommation	11,1	4,2	1,2	4,1	3
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-3,3	-9,4	-7,3	-5,5	-3,3
Dette publique (% du PIB)	15,5	29,4	38,0	38,5	40,5
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	5,8	13,7	17,8	15,4	13,8
Exportations de marchandises	28,5	-26,6	32,7	28,9	11
Importations de marchandises	20,8	-37,6	33,8	28,1	11
Balance commerciale (millions d'euros)	-4203	-851	-1270	-1509	-1700
Balance courante (% du PIB)	-12,9	4,4	1,5	-1,6	-4,6
Dette extérieure brute (% du PIB)	70,9	87,0	87,4	80,8	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision